



**DÉCISION n° 27/2023**

**Commande publique - Risques fluviaux - Marché n° 12013 relatif à la construction de quatre bassins de rétention des eaux pour la protection contre les inondations de Biaudos - Modification en cours d'exécution - Avenant n° 2**

**Exposé des motifs :**

Suite à une étude réalisée en 2002 (Saunier Techna) et à la demande du territoire du Seignanx (commune de Biaudos et communauté de communes du Seignanx), l'Institution Adour a engagé en 2006 les études préliminaires visant le dimensionnement et les demandes d'autorisations préalables à la réalisation de 4 bassins écrêteurs de crue, en vue de la protection contre les inondations d'une partie de la commune de Biaudos.

Le montage de l'opération a été établi sur les bases suivantes :

- la maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par l'Institution Adour, les ouvrages étant ensuite rétrocédés aux collectivités locales (initialement la commune de Biaudos) qui en assureront l'entretien,
- la communauté de communes participera à hauteur de 40% au financement de la construction des ouvrages par l'Institution Adour,
- la commune est en charge de la conduite des aspects fonciers de l'opération : elle doit acquérir a minima le parcellaire correspondant à l'emprise de chaque barrage et des ouvrages annexes.

L'arrêté préfectoral autorisant la construction de ces bassins de protection contre les inondations a été établi en date du 15 juin 2012.

Les ouvrages ont été livrés en septembre 2014.

Cependant, ce marché n'a, à ce jour, toujours pas été soldé ni financièrement ni administrativement. Alors que la décision de réception des travaux avec réserves a été signée le 7 janvier 2015 (avec une date d'achèvement des travaux au 26 septembre 2014 et des réserves à lever avant le 31 janvier 2015), les documents concernant les levées de réserves (EXE 8 et EXE9) n'ont jamais été signés, restant dans l'attente d'une mise en conformité de la facture pour solde.

En effet, l'EXE 8 de réception des travaux et procès-verbal de levée des réserves a été dressé par le maître d'œuvre le 29 septembre 2015. L'EXE 9 de réception des travaux, sur proposition du maître d'œuvre et soumis à décision du maître d'ouvrage quant à la levée des réserves, a lui aussi été dressé le 29 septembre 2015 et concluait à la levée des réserves. Le décompte général et définitif d'un montant de 347 576,79 € et le projet de facture pour solde avaient été conjointement présentés par le maître d'œuvre et le titulaire du marché le 31 mars 2016. Or, ce décompte général et définitif et ce projet de facture ont été refusés par l'Institution Adour aux motifs suivants :

- le calcul de la TVA était faux,
- la répartition entre sous-traitants et titulaire n'était pas présentée et le principe d'autoliquidation de la TVA était ignoré,
- la part des prestations non réalisées par le sous-traitant Alios n'avait pas été corrigée par un DC4 modificatif et simplement récupérée par le titulaire.



# **INSTITUTION ADOUR**

**Etablissement Public Territorial de Bassin**  
**Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques**

Plusieurs relances ont été opérées auprès de l'entreprise SOBAMAT par l'Institution Adour afin de récupérer les documents lui permettant de solder cette opération. Les derniers échanges intervenus en mai 2023 ont permis d'aboutir à la finalisation du solde de l'opération.

Les ouvrages étant toujours fonctionnels et n'appelant toujours pas de réserves à ce jour, le maître d'ouvrage n'a aucune objection à solder ce marché.

Après consultation de la paierie départementale des Landes, il est convenu de signer un avenant n°2 à ce marché afin de permettre le versement du solde et la signature des documents de réception et de levée des réserves.

Les cas de modifications autorisées sont énoncés à l'article L.2194-1 du code de la commande publique précisés par les articles R.2194-1 à R.2194-9 dudit code. En l'espèce, la modification du présent marché est une modification autorisée prévue à l'article R.2194-7 du code de la commande publique : les modifications ne sont pas substantielles.

\*\*\*

Vu la délibération n°64/2021 du comité syndical en date du 22 septembre 2021 concernant l'élection de Monsieur Paul Carrère en tant que Président de l'Institution Adour,

Vu la délibération n°123/2021 du comité syndical en date du 29 septembre 2021 concernant les délégations au Président et notamment les marchés publics inférieurs ou égaux à 50 000 € HT,

Vu les termes du marché n°12013 établi avec l'entreprise SOBAMAT relatif aux travaux pour la construction de quatre bassins de rétention des eaux pour la protection contre les inondations de Biaudos,

Considérant les propositions d'établissement d'un avenant n°2 au marché formulées par la paierie départementale des Landes,

Considérant les documents établis en 2015 (EXE 8 et EXE 9) en attente de signature,

Considérant la fourniture par l'entreprise SOBAMAT des facture et décompte général des dépenses conformes,

Considérant la disponibilité des crédits nécessaires au solde de l'opération, les sommes afférentes ayant été maintenues inscrites dans les différents budgets successifs depuis 2014,

Considérant les termes de l'avenant n°2 proposé,

Monsieur Paul Carrère, Président de l'Institution Adour,

## **DÉCIDE**

- de signer les documents EXE8 et EXE9 établis en 2015 relatif à la réception des travaux et à la levée des réserves, tels qu'annexés,



# **INSTITUTION ADOUR**

**Etablissement Public Territorial de Bassin**  
**Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques**

- d'approuver les termes de l'avenant n°2 au marché n°12013 tel qu'annexé,
- de signer tout document relatif à l'exécution de la présente décision, les crédits nécessaires étant inscrits au budget.

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Mont-de-Marsan, le 8 juin 2023.

Paul Carrère

**INSTITUTION ADOUR**  
38 Rue Victor Hugo  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX